

3337  
*Si Bidault  
 était moins excessif...  
 les "modérés"  
 seraient moins "radicaux" !*

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 206

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 9 DECEMBRE 1949

Le numéro : 10 francs

## Une lamentable comédie

**A**u sein des assemblées de politiciens, l'augmentation des impôts a toujours provoqué des réactions plus ou moins fortes, cette mesure ayant fatidiquement de sécheresses répercussions sur le corps électoral. Or, aujourd'hui on ne possède plus d'autre moyen pour équilibrer très provisoirement le budget. Personne, en effet, ne veut entendre parler d'une diminution massive des crédits de guerre. Et l'on connaît parfaitement le destin des projets d'économies...

Pourtant une opposition contre toute augmentation d'impôts, fortement amorcée par la droite et le centre droit, gagne sourdement les parts de la majorité. L'atmosphère du Palais-Bourbon, sans être encore à l'orage est pesante. La Commission des Finances et par contagion celle du Travail somnolent. Pflimlin s'en va. Ribeyre l'imité. Des pétitions dirigées contre les projets budgétaires circulent. Elles se couvrent de signatures radicales, gaullistes, modérés, « paysans ». La majorité se lézarde et le gouvernement s'effiloche.

Derrière le prétexte que se cache-t-il ? D'abord l'approche des élections et la nécessité pour chacun de fixer son choix. Les socialistes retournent à leurs anciennes amours. Les autres à la terre, ceux-là chez les commerçants. Et personne ne veut prendre la responsabilité de mesures impopulaires. Mais il faut durer encore un an. Voilà l'ennui. Ne vaudrait-il pas mieux provoquer la dissolution ? Mais qui prendra la responsabilité de faire éclater l'orage ?

Retourner devant les électeurs cadre parfaitement avec la situation présente : le danger stalinien est apparemment écarté, les visées gaullistes s'identifient suffisamment avec la nouvelle tendance de retour vers un néo-capitalisme libéral. L'on espère bien que l'alliance : radicaux-gaullistes, droite et centre droit sera assez puissante pour imposer cette politique et balayer à « ménage à trois » définitivement usé.

Comédie lamentable s'il en fut ! Il n'y a qu'à prendre tous les programmes, toutes les « idées » de ces messieurs pour être sûr qu'ils ne feront rien de mieux, rien de pire que le gouvernement actuel.

Si nous étions à trois ou quatre ans des élections on peut être sûr qu'ils voteront les impôts, et si demain ils sont au pouvoir ils en proposeront à leur tour.

Quelle que soit la couleur politique d'un gouvernement, quelles que soient ses promesses, quelle que soit même sa volonté de rénover l'économie il échouera inmanquablement. Et inmanquablement les travailleurs payeront les frais de l'expérience.

Cette impuissance est dangereuse. Pour donner le change elle pourrait bien, s'il le fallait, rechercher l'appui de la force et supprimer nos dernières libertés.



## SOUCIS AGRICOLES : M. PFLIMLIN s'en va...

**M.** PFLIMLIN avait un plan. Solidement charpenté, logique surtout, il reposait sur deux principes essentiels : la garantie accordée par l'Etat aux prix agricoles et la lutte contre la surproduction, par l'augmentation de la production...

### La colombe au travail

Berlin, 30 novembre. — D'après le journal berlinois Sozial-Demokrat, l'armée « populaire » qui serait en voie de formation dans la zone d'occupation soviétique aurait des effectifs de 360.000 hommes, répartis en six groupes d'armes, qui seraient dotés chacun de cent vingt chars d'assaut soviétiques et de quatre-vingts pièces d'artillerie mobiles. Leurs quartiers généraux seraient établis à Potsdam, à Dresde, à Weimar, à Halle, à Schwerin et à Rostock. Le commandant de chacun de ces groupes serait assisté d'un commissaire politique, qui en serait le chef véritable.

Une campagne de recrutement d'anciens officiers de la Wehrmacht est en cours ; elle vise tout aussi bien ceux qui résident en Allemagne occidentale. Les officiers, dont les familles continuaient de résider à l'Ouest, seraient payés moitié pour moitié en marks occidentaux et orientaux ; ils toucheraient en outre une prime de séparation de 320 marks.

(Le Monde, 1-12-49.)

Spérons que cette prime sera dûment hiérarchisée et en fonction du kilométrage d'éloignement. Histoire de ne pas rompre avec la tradition. Quant aux 360.000 hommes, aux chars et au reste, rien à craindre : nous avons ici de fervents patriotes nouveau modèle, ceux qui se feront un plaisir de repousser « les sales bouches ». Faisons leur confiance et comptons sur Maurice... comme en 40... Vous savez, le gros Maurice, du « premier parti de France »... parti, en effet...

**ENCORE LES GRANDES VACANCES ?**

M. Mansfield, représentant démocrate du Montana, qui vient de faire un voyage en Europe, a déclaré devant l'association des étudiants de l'université du Montana qu'à son opinion l'Allemagne est le pays le plus fort d'Europe.

En France, en revanche, il a cru déceler un « manque d'enthousiasme » qui lui inspire certaines inquiétudes.

« Je me demande, précisait-il, comment le programme d'assistance militaire peut fonctionner alors qu'il doit compter sur le peuple français comme principale force terrestre.

« Ce n'est pas très encourageant, mais peut-être qu'une fois la France revenue à son ancien niveau, cette lacune se trouvera comblée. »

(Le Monde, 2-12-49.)

Pardi ! Elle sera comblée par ceux du « minimum vital », ceux de « la base ». Pour changer un peu. Quant à la hiérarchie, saturée de « responsabilités », elle sera héroïquement à son poste... dans le « civil ».

## APRÈS LA CONFÉRENCE DES "DOUZE" L'ARMÉE, facteur d'insécurité, de peur, de guerre

par ERIC ALBERT

**A**VEC l'unanimité propre à toutes les assemblées soumises aux volontés d'un chef, les « Douze » se sont séparés après avoir examiné, discuté et accepté en un temps record les « propositions » militaires des U.S.A. Plus précisément, les propositions du groupe permanent — France, Angleterre, U.S.A. — siégeant à Washington. Ce qui revient au même.

Ceci fait, il ne reste plus au Congrès qu'à « libérer » le milliard de dollars affecté à la défense européenne, maintenant qu'un plan stratégique en garantit une judicieuse répartition.

Nous nous abstiendrons de commenter les détails plus ou moins intéressants des délibérations et du communiqué publié à l'issue de la conférence. Notons seulement qu'en vertu de certaines obligations, les charges militaires vont encore s'alourdir dans tous les pays signataires du Pacte Atlantique. La course aux armements va caractériser la conjoncture européenne.

Toutes les agitations, toutes les espérances, ainsi que les affirmations de « Paix par la force », Johnson « dixit », tombent dans le vide si l'on place en regard la réalité de 300 divisions russes d'une part, et des super-bombes américaines d'autre part.

Pour justifier l'écrasant fardeau du budget de guerre, les livraisons d'armes et les obligations politiques qui en découlent, on veut nous faire croire qu'il est parfaitement possible à l'Europe occidentale de rétablir l'équilibre des forces militaires entre celle-ci et la Russie.

Et des socialistes aux P.R.L., en passant par les gaullistes, on entonne avec plus ou moins de vigueur le même refrain, selon qu'un « appassionata » ou

qu'un « mezzo forte » soit plus conforme à la sensibilité des fractions électORALES respectives.

Pourtant aucune ligne de défense n'a été encore fixée. Les « Douze », à la queue leu leu derrière les stratégies de

Washington, n'ont pu rien préciser. On parle pourtant de « plan ». Mais on ne sait s'il s'appliquera sur l'Elbe, le Rhin, ou la Bidassoa. A croire qu'il s'agit d'un plan adaptable à toutes les physionomies géographiques, ethniques, industrielles. Après tout, c'est fort possible. Nous nous garderons de jouer les stratèges... 1

Toutefois cette imprécision en dit long sur la vanité de la grenouille européenne.

\*

De deux choses l'une : ou il est possible d'armer l'Europe afin qu'elle puisse s'opposer victorieusement à une attaque russe, ou cela n'est pas possible.

Dans le premier cas, il est bien certain que Moscou n'attendra pas que le cercle de fer se soude autour d'elle. Elle en brisera les tronçons. Et ce sera la guerre. Mais dans le second cas, rien ne pourra justifier une attaque armée, et Staline réfléchirait avant de se démasquer aussi ouvertement.

Ne dit-on pas qu'il faut au moins cinq ans avant que l'Europe soit armée ? Et alors de quelle force s'agira-t-il ? Croit-on que les Américains vont envoyer des armes ultra-modernes, fusées, bombes atomiques et autres joujoux ? Mais cela équivaudrait à établir des bases américaines en Europe, en France en particulier, un tel matériel, rare et coûteux, nécessitant le contrôle, donc la présence permanente d'un état-major américain. En fait, l'armée française deviendrait armée américaine. Ce serait presque un « casus belli ». Et c'est bien pourquoi l'on ne s'avance qu'avec précaution dans la voie des livraisons d'armes. En tout état de cause, il ne pourra jamais s'agir que de matériel périmé, donc inefficace.

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est rebondir dans la logomachie genevoise où l'on patagea pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est rebondir dans la logomachie genevoise où l'on patagea pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est rebondir dans la logomachie genevoise où l'on patagea pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est rebondir dans la logomachie genevoise où l'on patagea pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est rebondir dans la logomachie genevoise où l'on patagea pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est rebondir dans la logomachie genevoise où l'on patagea pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est rebondir dans la logomachie genevoise où l'on patagea pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est rebondir dans la logomachie genevoise où l'on patagea pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est rebondir dans la logomachie genevoise où l'on patagea pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est rebondir dans la logomachie genevoise où l'on patagea pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est rebondir dans la logomachie genevoise où l'on patagea pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est rebondir dans la logomachie genevoise où l'on patagea pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

\*

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre Hitler, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d

## LES RÉFLEXES DU PASSANT

## UN JOUR VIENDRA



qu'au nombril. Un vrai cimetière. Fidèles à leur idéal de poésie, ils ont des gueules fièrement courtes et pleines de moustaches et de barbes.

Et tout ça, ça marche au pas. Au pas ! C'est beau ! C'est un signe d'indépendance et d'intelligence surtout. As pas jusqu'à la flamme pour que s'inflamme tous les drapeaux qui ont fait crever onze millions d'hommes jeans.

L'ancien combattant défile. C'est un grand jour. C'est le jour de ceux « qui ont des droits sur nous » parce qu'ils n'ont pas eu le courage de fusiller les égones qui les poussent à coups de croise. Ils ont préféré courber l'échine en bons, en fidèles « héros ».

L'ancien combattant défile. C'est un peu de mépris pour les jeunes qui n'ont pas connu la « vraie guerre », celle de Verdun, celle de la bous, celle de la Madelon. Il est fier l'ancien combattant. Fier de son pilon, fier d'avoir « sauvé la France ».

Courage et patience. Un jour viendra où il aura disparu, l'ancien combattant, et avec lui ses médailles, son brevet de canonier, et tout le reste, tous les drapeaux, et toutes les flammes.

Et il ne restera de ces temps qu'un témoignage pour sauver notre honneur : celui des déserteurs.

OLIVE.

« Ils ont des droits sur nous » avait dit le bouledogue. Cette parole n'était pas tombée dans des oreilles sourdes. Ils ont tenu le haut du pavé pendant longtemps, ils nous ont empoisonnés avec leurs histoires de tranchées. Et notre jeunesse a été maculée par la bous de la Somme ou d'ailleurs. Une bous pleine d'ossements qui s'étais partout, exérément optimiste de l'ancien Combattant. C'est d'ailleurs tout ce qu'il a su faire, l'ancien combattant : flétrir sur nos espoirs. Aujourd'hui sa race tend à disparaître. Au train où vont les événements, on parla de la guerre de 14. Comme on parle de la guerre de Cent ans. Tant mieux. Ou tant pis.

Pourtant chaque année à la même date honteuse, l'écran nous rappelle les anciens combattants. Ils sont toujours là : ceux à pied, ceux à roulettes. Ave plein de croix qui s'alignent jus-

## L'ARMÉE

(Suite de la première page)

Certes, nous savons que de son côté elle ne demeure pas inactive. Mais il reste à savoir si elle est en mesure de rétablir définitivement l'équilibre en sa faveur, il reste à savoir quel le premier des deux antagonistes sera le premier à bout de souffle, échéance dangereuse ne laissant pas d'autre choix que l'abandon politique ou la guerre.

Or, en Europe, il apparaît bien que, sur le plan militaire, les U.S.A. sont d'une crise intérieure et la conférence des Douze » ainsi que toutes les déclarations d'un Bradley ou d'un Johnson, la publicité tapageuse organisée autour de la nouvelle super-bombe atomique n'y change rien. Face aux 300 divisions russes, tout reste à faire. Mais en ce moment, Staline est bien trop occupé du côté de Sofia et de Varsovie pour se lancer dans une aventure guerrière. Au contraire : tout indique qu'il a besoin de paix au moins autant que son confrère de la Maison Blanche. Mais tous deux s'épient et s'arment.

Héritiers des vieilles traditions révolutionnaires, chères à notre village, ces derniers déclarent sur-le-champ d'ouvrir de force un chantier, malgré le refus du conseil municipal.

Pour le paiement, on verra plus tard ! De gré ou de force, quelqu'un payera ! Tel est l'avis de tous les chômeurs.

Effectivement, le lendemain, après avoir, eux-mêmes, consulté le plan cadastral, les chômeurs se mirent à remettre en état un fossé volontairement comblé par un propriétaire riverain.

Deux jours après, un deuxième conseil réunissait nos édiles. Nouvelles réfus de recevoir les délégués. Nouvel envoiement de la salle, puisque c'était là la seule façon d'être reçus.

Le compte rendu très détaillé d'une enquête sur les solutions apportées par les municipalités voisines aux problèmes du chômage, est écouté avec attention, semble-t-il. Seul, le maire n'a pas cru devoir l'entendre. Il avait sans doute, ses raisons...

Finalem, les chômeurs ont, à l'issue de cette séance quelque peu mouvementée, l'assurance que les journées passées sur le chantier ouvert malgré le volonté du conseil municipal, seraient payées et qu'un nouveau chantier, légal cette fois, fonctionnerait dès le lendemain.

Ainsi finit cette petite histoire, qui prouve que L'ACTION solutionne bien des problèmes prétdus insolubles. Si courte soit-elle, c'est là notre conclusion.

Navais-je pas raison de vous dire qu'elle était riche d'enseignements ?

DESIRE PERRIER.

## FEDERATION

## La Vie des Groupes

1<sup>re</sup> REGION  
Services de librairie chez Laureyns Georges 80, rue Francisco-Ferrer, à l'Île-Lille (Nord).

2<sup>re</sup> REGION  
PARIS-1<sup>re</sup> LOUISE-MICHEL. — Prochaine réunion du Groupe jeudi 8 décembre, à 20 h. 45, 20, rue Léon (sous-sol Olympia). Les sympathisants sont invités.

COLOMBES. — Le groupe se réunit tous les dimanches matin à 9 h. 1/2, à la salle du Café de la Mairie, 10, avenue Henri-Barbusse, Colombes.

COLOMBES, ASNIERES, ARGENTEUIL, HOUILLERS, COURBEVOIE, ENGHEN. — Réunion intergroupe dimanche 11 décembre, 10 heures, Café de la Mairie, 10, avenue Henri-Barbusse, Colombes.

COUGHEVOIE. — Réunion du groupe francisco-ferrer, tous les 1<sup>er</sup>, 3<sup>er</sup> et 4<sup>er</sup> lundis du mois. Les réunions sont ouvertes aux sympathisants.

ENGHIEN. — Tous les camarades et sympathisants, qui ne sont pas encore entrés en contact avec notre groupe, sont priés de le faire rapidement en vue d'intensifier la propagande. S'adresser : André Devriendt, 14 bis, boulevard Cotte, Engien-les-Bains.

LIVRY-GARGAN. — Reprise des réunions du groupe les 2<sup>er</sup> et 4<sup>er</sup> lundis du mois, à 21 h. Salle Noire, en face le stade, avenue 147, descendre à l'arrêt de la Mairie.

LIVRY-GARGAN. — Réunion le lundi 12 décembre, à 21 h., salle Noire, face le stade, avenue 147, descendre arrêt Mairie.

Préparation de « Parole Libertaire » et activités locales.

MAISONS-ALFORT, CHARENTON ET ENVIRONS. — Réunion vendredi 9 décembre, 20 h. 30, rue J.-Jaurès à Maisons-Alfort, première partie, à 20 h. 30 (autobus 181, descendre « rue de la Gare »).

Tous les copains sont priés de venir, c'est urgent !!

MEUDON. — Appel est fait à tous les camarades désirant aider à la diffusion de nos idées. Pour tous renseignements, s'adresser au vendeur de « Libertaire », tous les mardis, de 18 h. 30 à 20 heures, en face la gare de Meudon-Val-Pleury.

MONTRÉUIL-BAGNOLET. — Réunion, tous les mercredis, Café du Grand Cerf, 171, rue de Paris, Montrou. Métro Robespierre.

3<sup>re</sup> REGION  
METZ. — Pour tout ce qui concerne la propagande de la 3<sup>re</sup> Région, s'adresser à Boro, 38, rue de la Chèvre, Metz.

HOMECOURT-ŒUF-AUBOUÉ. — Pour tous renseignements, adhésions, bibliothèque, groupes, s'adresser ou écrire à Emile Collin, 155, avenue de la République, à Homécourt.

LORIENT. — A dater de ce jour, le groupe tiendra une permanence les premiers et troisième jeudi du mois, de 18 h. 45 à 19 h. 30, café Bozec, qual des Indes.

Militants et sympathisants désireux de nous aider y sont cordialement invités.

Les réunions du groupe se tiennent comme d'habitude, mêmes jours, même heure et au lieu habituel.

NANTES. — Le groupe francisco-ferrer, tiendra sa permanence tous les samedis de 18 à 20 heures, rue Jean-Jaurès, 33. Appel à tous les amis et sympathisants.

8<sup>re</sup> REGION  
LYON CENTRE. — Le 10 décembre, à 20 h. 30, réunion importante pour la fusion des deux groupes. Réserve aux militants, siège Lyon-Centre.

SAINTE-ETIENNE. — Réunion du groupe tous les dimanches, à 9 h. 30, salle C.N.T., rue Rouget-de-l'Isle.

13<sup>re</sup> REGION  
PARIS SECTION NORD-AFRICAINE. — Pour tout ce qui concerne le mouvement libertaire spécifiquement nord-africain, priez de se mettre en communication avec DOUKHAN, 6, rue du Roussillon, ALGER.

## Conférences - Débats

2<sup>re</sup> REGION  
Paris 14<sup>re</sup>. — Mercredi 14 décembre, à 20 h. 30, local habituel, causerie-débat : « Jésus plaigne des religions antiques », par le camarade Prêtre.

Le Gérant : J. BOUCHER.

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant, Paris-7

## A propos de l'objection de conscience

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

respect de la personne humaine. C'est, qui au fond, ces Etats y trouvent leur compte : nous y reviendrons plus tard.

Le châtiment qu'ils aiment, ce rôle de victime expiatoire, cette liberté de conscience « pour laquelle ils luttent », qu'est-ce en définitive ?

Que devient cette liberté de l'individu isolé qui se laisse enfermer ? Evidemment, nous diront les O.D.C. et leurs partisans, on peut être « libre » en prison. Mais de quelle liberté nous parlent ? Sur quelle base repose-t-elle cette liberté ? Est-ce que l'« liberté de conscience », Mais n'est-ce pas une forme vide de sens ? Demandons-nous ce qu'est-ce qu'est cette conscience ? Pour moi je n'y vois qu'une pure abstraction.

J'ai dit tout à l'heure que les O.D.C. étaient presque toutes des croyants. Je sais qu'il y a aussi des O.D.C. athées. Sur ce terrain de l'O.D.C., il n'y a pas de différences. Car l'athée, il n'est pas transcendé par Dieu, l'est par sa conscience, par ses principes ; c'est en leur nom qu'il se laissent punir ; de toute façon, pour les uns comme pour les autres, il y a mystification.

L'anarchiste, le libertaire, le révolutionnaire ne peuvent accepter de telles positions, attendu que pour lui, pour eux, tous les hommes sont frères et ne peuvent être, par définition, si j'ose dire, transcendés par quoi que ce soit. Le destin d'un homme, pour un libertaire, est entre ses mains. Il n'accepte pas le racisme et dans les limites imposées par la société — et entre ses mains. Elle n'est pas conception abstraite car elle repose sur des bases matérielles, concrètes, sur les rapports entre individus concrets, réels, humains, sur les rapports des groupes entre eux, etc. ; elle est immanente et non transcendante. Je ne veux pas développer ici, plus longuement, cette notion de liberté, et je me permets de renvoyer ceux qui cela pourra intéresser à une étude de notre ami R. Michel paru dans le dernier numéro des Etudes Anarchistes.

On m'objectera sans doute que l'Objeteur de conscience n'agit pas uniquement pour satisfaire une règle morale, un impératif personnel mais qu'il pense pouvoir, par son acte, opposer à la guerre, autrement dit que son acte a une efficacité, une résonance sociale.

J'écrivais plus haut que certains Etats acceptaient légalement l'O.D.C. Ce seul fait suffirait à nous mettre en garde.

J'ai déjà dit aussi que les objecteurs de conscience n'ont pas de force, mais que les Etats, dont personne ne veut ! En Allemagne ? Mais vous oubliez que la trizone compte au moins deux millions de chômeurs et qu'un chômeur n'est plus, hélas ! une « valeur économique ».

En Angleterre ? Et le Danemark, supérieurement équipé et fourni de ce pays depuis toujours, qu'en faites-vous ?

Encore avez-vous oublié que l'inéfable Truman a réduit autoritairement de 10 % toutes les emblavures de 1948. Il y a en effet trop de blé, trop de céréales secondaires même, trop de... Breit, trop de tout.

Pousser à la production sera folie. Bidault l'a bien compris. Et c'est pourquoi il ne veut garantir les prix, chaque paysan étant certain de vendre à l'Etat, à Píerre ou Paul, peu importe, s'empresse de produire au maximum.

Certes, une récolte miraculeuse, due à des circonstances climatiques exceptionnelles, pourrait avoir des conséquences désastreuses. On sait que la chute des prix agricoles provoque toujours celle des prix industriels et que la pomme de terre à 3 fr. et les œufs à 5 fr. chez l'épicier sont un grave danger pour l'économie tout entière.

Mais Bidault espère qu'avec un peu de chance, ces chutes ne seront que passagères. Juste ce qu'il faut pour faire pression sur l'ensemble des cours et donner ainsi l'illusion d'une revitalisation du pouvoir d'achat. Et nous voilà revenu aux salaires. Car, enfin, on ne peut décentement garantir les prix agricoles contre toute dépréciation et ne pas accorder le même avantage aux salaires ! Ces derniers, en effet, rentrent pour une large part dans la détermination des prix de revient. S'ils augmentent, le prix garanti suit le même chemin. S'ils baissent, le prix garanti demeure impassible.

Le plus sage est donc de ne rien garantir et durer. Après tout, cette solution en vaut bien d'autres, même celle de M. Pflimlin. Qu'en juge.

C'est M. Pflimlin qui parle. Il vient en effet de constater qu'en automne 1948 la campagne se caractérisa par un effondrement des cours de certains

produits de ne pas prendre les armes d'autant plus qu'elle pouvait puiser largement dans le cheptel humain de ses nombreuses possessions d'outre-mer. Elle a eu par ailleurs bien soin de limiter les dégâts en isolant les objecteurs, en les plaçant dans des milices où leur prosélytisme ne risquait pas de porter ses fruits, en entretenant autour d'eux une atmosphère de suspicion par des campagnes sournoises laissant entendre par exemple que les O.D.C. étaient des dégénérés, des nazis, etc. On voit par là comment, chaque fois que l'on n'attaque pas les fondements mêmes de la société, on s'expose à être finalement utilisés par cette société. L'Etat s'arrange toujours pour trouver son compte.

En Angleterre, par exemple, les O.D.C. de la dernière guerre ont été contraints de travailler dans l'agriculture qui manquait de bras. Ils libérèrent ainsi des agriculteurs qui purent être envoyés au combat. Il est à peine besoin de souligner que l'Etat a donné le caractère totalitaire des guerres actuelles que tout secteur d'activité, aussi pacifique soit-il en apparence, contribue au bon fonctionnement de la Nation en armes. L'Angleterre a pu se payer le luxe de permettre à quelques

conscience. Le courant de sympathie qui se manifeste chez certains libertaires vis-à-vis de l'O.D.C. est à mon avis basé sur un malentendu. Ce qui attire ces libertaires, dans la position des Objecteurs et de leurs camarades qui manifestent devant la prison du Cherche-Midi, c'est la forme de cette action même : l'action directe. Mais il ne faut pas oublier que l'action directe n'est pas bonne en soi, et que sa signification réside d'abord dans son contenu révolutionnaire. Ne nous payons pas de mots. Que l'on ne vienne pas nous plus parler d'une solidarité abstraite, bonne en soi également, vis-à-vis des objecteurs de conscience emprisonnés volontaires, alors que nous avons des centaines et des centaines de camarades révolutionnaires qui croupissent dans les prisons d'Espagne, de Bulgarie et d'ailleurs où ils ne sont pas entrés, eux, de leur plein gré.

SAVOY.

Ainsi pour moi il n'y a pas d'équivalence possible, je ne reconnaîs pas pour mienne la position des objecteurs de

sans « dumping »). C'est le but lointain que voulait atteindre Pflimlin, reconnaissant-le. Mais avant que de pouvoir concurrencer victorieusement les U.S.A. et, en Europe, le Danemark par exemple, que de chemin à parcourir ! Et que de sacrifices à imposer aux contribuables ! Aussi longtemps que les moyens de production resteront dénués, l'Etat devra solder les écarts résultant soit d'une surproduction, soit d'une sous-production due à des circonstances atmosphériques et aux vieux systèmes d'exploitation.

En outre, les débouchés extérieurs sont incertains. Et on voit mal comment une industrie quelle qu'elle soit pourrait se permettre de moderniser son outillage et se lancer à corps perdu dans une production à outrance sans être au préalable assurée d'une vente équivalente. En l'occurrence, c'est donc l'Etat qui devrait se substituer à l'acheteur défaillant, parce que détourné du marché français aux prix excessifs.

Dans le cadre du système prix-salaire-profits, Bidaut, pour l'immédiat, a raison, mais Pflimlin, pour l'avenir, a également raison.

Pourtant, tous deux ont tort. Tous deux n'ont pas eu le courage ou la clairvoyance d'admettre qu'il est grotesque de se plaindre d'une abondance de biens !

Dans un monde simplement logique une telle manne serait accueillie avec des cris de joie. Les paysans travailleraient un peu moins, tout le monde serait beaucoup plus riche et tout serait dit.

J. C.

(1) Ces renseignements ont été puisés dans Combat du 10 et 11 novembre.

## SOUCIS AGRICOLES

(Suite de la première page)

l'importation du beurre danois. Qu'en feront-ils ? Ils sont déjà encombrés d'un stock de quelque 20 milliards d'œufs, dont personne ne veut ! En Allemagne ? Mais vous oubliez que la trizone compte au moins deux millions de chômeurs et qu'un chômeur n'est plus, hélas ! une « valeur économique ».

# CULTURE ET RÉVOLUTION

## LES PRECURSEURS DE L'INTERNATIONALE ANARCHISTE<sup>1)</sup> les raisons de l'appel de David Rousset

### de Saint-Imier 1872 à Verviers 1877

par HEM DAY (communiqué par C. R. I. A.)

**A**u moment où le lent regroupement des forces libertaires renaissantes, mais disséminées de par le monde, se réalise concrètement à l'échelon international, il nous a paru opportun de jeter un regard sur le passé et de publier une étude d'ensemble faite par notre ami Hem Day — l'éudit infatigable — sur la continuité de l'Internationale Anarchiste (1).

**A**u Congrès de Saint-Imier, écrit James Guillaume, pour la première fois, le programme anarchiste et collectiviste a été développé en public sur tous ses points et dans toute son étendue. La manière dont ce programme a été reçu fut un véritable triomphe pour l'Internationale Jurassienne.

C'est le Comité Fédéral Jurassien qui prit l'initiative de convoquer, à un Congrès qui se tiendrait à Genève du 1<sup>er</sup> au 8 septembre 1873, toutes les Fédérations autonomistes de l'Internationale disloquée par la volonté des marxistes.

Ce Congrès (qui s'intitula anti-autoritaire) marqua tout ce qui séparait les délégués de l'ancien conseil dirigé par Marx.

On envisagea entre autres la reconstitution de l'Internationale, puis, à Bruxelles, en 1874, se tint un Congrès International Autonomiste.

Le 26 au 29 octobre 1876, ce fut le Congrès de Berne. Si à Genève, en 1873, en plus des délibérations sur les statuts de 1860, on discuta le problème de la grève générale, au Congrès de Bruxelles en 1874, les délégués, hélas ! furent peu nombreux et une seule question fut à l'ordre du jour : « Par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale ? »

A Berne, en 1876, ce fut plus désastreux encore, et la Conférence manqua, on peut le dire, d'intérêt.

Il fallut attendre le Congrès de Verviers de 1877 pour faire le point et consacrer définitivement les divergences tactiques et idéologiques entre autoritaires et anti-autoritaires.

On sait qu'en temps, le 16 juillet 1876, une conférence, réunie à Philadelphie par les bureaucraties de l'Association autoritaire, décidaient de suspendre indéfiniment l'organisation de l'A.I.T. (Première Internationale).

#### Verviers 1877

En réalité, le Congrès de Verviers a été le IX<sup>e</sup> Congrès de l'A.I.T.

On ne peut l'inclure sans prêter à confusion dans ce qu'on appelle la continuité de l'Internationale Anarchiste.

Cependant il est intéressant de l'étudier et surtout de faire ressortir les résolutions qui y furent votées ; car ce

autre qu'un parti socialiste vraiment digne de ce nom doit faire figurer le principe de la propriété collective, non dans un idéal lointain, mais dans ses programmes actuels et dans ses manifestations de chaque jour. »

**D**euxième question : « Quelle doit être l'attitude du prolétariat à l'égard des partis politiques ? »

Une discussion approfondie amène le vote d'une résolution qui a été d'une importance considérable dans l'évolution du mouvement ouvrier et social.

« Considérant que la conquête du pouvoir est la tendance naturelle qu'ont tous les partis politiques, et que ce pouvoir n'a d'autre but que la défense du privilège économique ; considérant, d'autre part, qu'en réalité la société actuelle est divisée non pas en partis politiques mais bien en situations économiques : exploité et exploiteur, ouvrier et patron, salarié et capitaliste ; considérant, en outre, que l'antagonisme qui existe entre ces deux catégories ne peut cesser de par la volonté d'un gouvernement ou pouvoir quelconque mais bien par les efforts réunis de tous les exploités contre leurs exploitants, les socialistes révolutionnaires anarchistes ne font aucune différence entre les divers partis, qu'ils se disent socialistes ou non. Tous ces partis, sans distinction, forment à leurs yeux une masse réactionnaire, et ils croient de leur devoir de les combattre tous. »

Six questions étaient inscrites au Congrès de Gand. Elles furent examinées et débattues à Verviers et pour chacune fut votée une résolution qui devait définir le point de vue des délégués de l'Internationale lors de la discussion au Congrès de Gand.

**P**remière question : « Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété. »

« Considérant que le mode de production moderne tend, au point de vue de la propriété, à l'accumulation des capitaux dans les mains de quelques-uns et accroît l'exploitation des ouvriers, il faut changer cet état de choses, point de départ de toutes les iniquités sociales. »

La résolution se terminait en exprimant l'espérance que les ouvriers qui marchent encore dans les rangs de ces divers partis, instruits par les leçons de l'expérience et par la propagande révolutionnaire ouverte aux yeux et aban-

### 1877

donnent la voie politique pour adopter celle du socialisme révolutionnaire.

**T**roisième question : « De l'organisation des corps de métiers : »

Le Congrès reconnaissait l'importance des corps de métiers, et en recommandait la formation sur le terrain international, mais il déclarait — et ceci est important — « que si le corps de métiers n'a d'autre but que l'amélioration de la situation de l'ouvrier, soit par la diminution des heures de travail, soit par l'augmentation du taux des salaires, il n'arrivera jamais l'émancipation du prolétariat. Le corps de métiers doit se proposer comme but principal l'abolition du salariat, c'est-à-dire l'abolition du patronat, et la prise de possession des instruments de travail par l'expropriation de leurs détenteurs. »

**Q**uartième question : « Pacte de solidarité à concurer entre les diverses organisations socialistes : »

Le Congrès de Verviers estimait qu'un tel pacte ne pouvait être conclu entre l'Internationale et des organisations dont les principes et les moyens d'action étaient différents des siens.

**C**inquième question : Elle avait trait à la fondation dans une ville européenne d'un bureau central de correspondance et de statistiques ouvrières. Le Congrès pensait que le bureau de l'Internationale pouvait se charger de cette mission sans qu'il soit besoin de créer un nouveau bureau.

Quanti à la sixième question qui traitait de la valeur et de la portée sociale des colonies communistes, le Congrès se rallia à la résolution votée au Congrès de Saint-Imier de 1872.

Sur cela, la clôture du Congrès fut prononcée le 8 septembre, tard dans la soirée, aux cris de « Vive l'Internationale ! »

Il restait entendu que les résolutions adoptées n'avaient pas un caractère impératif et que les délégués qui prendraient part au Congrès de Gand ne seraient pas liés à ces textes qu'ils utiliseront comme des indications de point de vue, auxquels les délégués de l'Internationale pourraient se référer dans la discussion.

Le lendemain, une partie des délégués du Congrès de Verviers prenait le chemin de Gand.

L'initiative de David Rousset concernant les camps de concentration a soulevé un intérêt considérable. Nous avons reçu à ce sujet de nombreuses lettres ainsi que des articles reflétant des opinions et des tendances souvent opposées.

A notre avis le principal de la campagne de D. Rousset réside dans ce fait : le public n'est pas tellement ignorant des procédés totalitaires des pays capitalistes ou fascistes. Mais il admet moins facilement que des faits semblables — beaucoup plus atroces même — se produisent au pays du « socialisme ». »

Ceci dit, nous pensons fondées la plupart des réserves qui ont été faites à propos de l'initiative de D. Rousset.

Aujourd'hui Benjamin Péret nous demande de bien vouloir lui accorder l'hospitalité de nos colonnes, le *Figaro* la lui ayant refusée. Nous aurions bien mauvaise grâce d'imiter l'attitude de notre frère et c'est pourquoi nous publions ci-dessous l'article de Benjamin Péret.

**F**é n'a pas qualité pour intervenir dans le débat tel que Rousset l'a limité. Mais a-t-il raison de le réduire ainsi ? Est-il normal de n'appeler les camps de concentration (où qu'ils soient et quels que soient les internés) qu'aux seules victimes des nazis ? Il faudrait au moins y associer les réfugiés espagnols dont certains ont connu successivement les camps de Franco, du stalinisme en Espagne, de Daladier, de Pétain, de Hitler et peut-être maintenant, de Staline. Réduire ainsi le sujet aux seuls rescapés des camps nazis restreint considérablement la portée de l'enquête, que dis-je, lui donne un tour nationaliste qui la rend tout à fait suspecte. En effet, Rousset ne viendra pas nous dire qu'il n'a rien d'exacte l'existence des camps russes qu'en 1949. Il la connaît depuis il y a deux ans lorsque il a écrit ses deux principaux livres. Pourquoi donc s'est-il tu à ce moment et jusqu'à maintenant ? Pourquoi ? Il répond de lui-même dans son article du *Figaro littéraire* de 19 novembre : « A Nuremberg, le gouvernement soviétique n'était pas au banc des accusés. Il jugeait. Il condamnait. Il flétrissait devant l'opinion mondiale le pire des crimes... » car « le Russe ne nous est pas étranger, il est une partie de nous-mêmes », tandis que Franco « n'était pas notre allié », si bien que la Russie « ne peut pas être ravalée au banc des accusés ». Pour Rousset, sans doute, puisqu'il les réclame comme tels, mais pour les révolutionnaires, Moscou, ses policiers et ses gardes-chourisme, ne peuvent être que des ennemis, au même titre que Washington et ses serviteurs français parmi lesquels il faut, pour le seul que l'échappe, placer David Rousset au premier rang. Qu'il continue : les prochaines élections législatives lui apporteront, dans le parti des « gérants loyaux du capitalisme », un fauteuil ministériel ou pour le moins un strapontin !

C'est Robert Antelme qui a raison d'insister pour qu'on remonte à la source des camps de concentration — le régime capitaliste — et de rappeler les atrocités commises par l'armée française, tant en Algérie qu'à Madagascar ou en Indochine, atrocités auxquelles sont associés les staliniens qui participaient alors au gouvernement. De quel droit des citoyens français vont-ils flétrir, en Russie, ce qu'ils tolèrent dans leur propre pays, sans s'y opposer de toutes leurs forces et en toute occasion ? Une commission d'enquête sur la répression dans le monde (ce devrait être son but et son titre) doit commencer par condamner sans équivoque les agissements des classes dominantes françaises, dans la métropole comme aux colonies. Ayant ainsi manifesté devant l'opinion publique de France et du monde, la répulsion que lui inspirent les méthodes du capitalisme français, cette commission d'enquête sera en droit d'exiger (car elle sera de ce fait soutenue par l'opinion publique du monde entier) de Staline qu'il lui ouvre ses camps, de Franco qu'il lui laisse visiter ses prisons et de Truman que les nègres américains ne soient plus du bétail. Mais, si l'on s'adresse au seul Staline, on se range automatiquement dans le camp de son rival et la commission d'enquête en question devient une manœuvre de la guerre froide, jusqu'à ce que ses membres prennent place dans la guerre pure et simple, son aboutissement fatal si l'on n'y prend garde.

C'est Robert Antelme qui a raison d'insister pour qu'on remonte à la source des camps de concentration — le régime capitaliste — et de rappeler les atrocités commises par l'armée française, tant en Algérie qu'à Madagascar ou en Indochine, atrocités auxquelles sont associés les staliniens qui participaient alors au gouvernement. De quel droit des citoyens français vont-ils flétrir, en Russie, ce qu'ils tolèrent dans leur propre pays, sans s'y opposer de toutes leurs forces et en toute occasion ? Une commission d'enquête sur la répression dans le monde (ce devrait être son but et son titre) doit commencer par condamner sans équivoque les agissements des classes dominantes françaises, dans la métropole comme aux colonies. Ayant ainsi manifesté devant l'opinion publique de France et du monde, la répulsion que lui inspirent les méthodes du capitalisme français, cette commission d'enquête sera en droit d'exiger (car elle sera de ce fait soutenue par l'opinion publique du monde entier) de Staline qu'il lui ouvre ses camps, de Franco qu'il lui laisse visiter ses prisons et de Truman que les nègres américains ne soient plus du bétail. Mais, si l'on s'adresse au seul Staline, on se range automatiquement dans le camp de son rival et la commission d'enquête en question devient une manœuvre de la guerre froide, jusqu'à ce que ses membres prennent place dans la guerre pure et simple, son aboutissement fatal si l'on n'y prend garde.

C'est Robert Antelme qui a raison d'insister pour qu'on remonte à la source des camps de concentration — le régime capitaliste — et de rappeler les atrocités commises par l'armée française, tant en Algérie qu'à Madagascar ou en Indochine, atrocités auxquelles sont associés les staliniens qui participaient alors au gouvernement. De quel droit des citoyens français vont-ils flétrir, en Russie, ce qu'ils tolèrent dans leur propre pays, sans s'y opposer de toutes leurs forces et en toute occasion ? Une commission d'enquête sur la répression dans le monde (ce devrait être son but et son titre) doit commencer par condamner sans équivoque les agissements des classes dominantes françaises, dans la métropole comme aux colonies. Ayant ainsi manifesté devant l'opinion publique de France et du monde, la répulsion que lui inspirent les méthodes du capitalisme français, cette commission d'enquête sera en droit d'exiger (car elle sera de ce fait soutenue par l'opinion publique du monde entier) de Staline qu'il lui ouvre ses camps, de Franco qu'il lui laisse visiter ses prisons et de Truman que les nègres américains ne soient plus du bétail. Mais, si l'on s'adresse au seul Staline, on se range automatiquement dans le camp de son rival et la commission d'enquête en question devient une manœuvre de la guerre froide, jusqu'à ce que ses membres prennent place dans la guerre pure et simple, son aboutissement fatal si l'on n'y prend garde.

**N**. — Sous le titre : « La victoire militaire et la banqueroute de la morale qui maudit » est parue dans le n° 40 de *Critique*, une étude de Georges Bataille que je signale aux lecteurs désireux d'entrer plus avant dans la compréhension de l'œuvre de Simone Weil. Est-il possible que la révolution française n'ait pas été ravalée au banc des accusés ? Est-ce clair ? Rousset ne pouvait pas, en 1945, 1946 ou 1947, s'occuper des camps russes car Staline était alors un allié avec qui de Gaulle venait de signer un pacte d'amitié, mais

aujourd'hui où le capitalisme français s'est placé sous la protection très intéressante du dollar, la Russie est devenue un ennemi et Rousset, en bon patriote, flétrit les camps de concentration russes qu'hier, cherchant l'entente avec les staliniens, il refuse de voir. Comme je comprends les réserves de Robert Antelme, auxquelles je m'associe pleinement !

C'est un honneur que nous faisons à la Russie de nous adresser d'abord à elle. Nous lui parlons comme à un allié ». Que Rousset garde cet allié pour lui ! Je suis convaincu que la plupart des survivants de ces camps d'horreur, qui ont souillé ou souillent encore l'Europe et le monde, ne voient pas un allié dans les tortionnaires du Kremlin, mais bien leur pire ennemi. Des alliés, les auteurs des procès de Moscou, des alliés, les fossoyeurs de la révolution espagnole, des alliés, les assassins de Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Nin, Moulin, Berner, Trotsky, Blasco, parmi des dizaines ou des centaines de milliers d'autres ? Pour Rousset, sans doute, puisqu'il les réclame comme tels, mais pour les révolutionnaires, Moscou, ses policiers et ses gardes-chourisme, ne peuvent être que des ennemis, au même titre que Washington et ses serviteurs français parmi lesquels il faut, pour le seul que l'échappe, placer David Rousset au premier rang. Qu'il continue : les prochaines élections législatives lui apporteront, dans le parti des « gérants loyaux du capitalisme », un fauteuil ministériel ou pour le moins un strapontin !

C'est Robert Antelme qui a raison d'insister pour qu'on remonte à la source des camps de concentration — le régime capitaliste — et de rappeler les atrocités commises par l'armée française, tant en Algérie qu'à Madagascar ou en Indochine, atrocités auxquelles sont associés les staliniens qui participaient alors au gouvernement. De quel droit des citoyens français vont-ils flétrir, en Russie, ce qu'ils tolèrent dans leur propre pays, sans s'y opposer de toutes leurs forces et en toute occasion ? Une commission d'enquête sur la répression dans le monde (ce devrait être son but et son titre) doit commencer par condamner sans équivoque les agissements des classes dominantes françaises, dans la métropole comme aux colonies. Ayant ainsi manifesté devant l'opinion publique de France et du monde, la répulsion que lui inspirent les méthodes du capitalisme français, cette commission d'enquête sera en droit d'exiger (car elle sera de ce fait soutenue par l'opinion publique du monde entier) de Staline qu'il lui ouvre ses camps, de Franco qu'il lui laisse visiter ses prisons et de Truman que les nègres américains ne soient plus du bétail. Mais, si l'on s'adresse au seul Staline, on se range automatiquement dans le camp de son rival et la commission d'enquête en question devient une manœuvre de la guerre froide, jusqu'à ce que ses membres prennent place dans la guerre pure et simple, son aboutissement fatal si l'on n'y prend garde.

C'est Robert Antelme qui a raison d'insister pour qu'on remonte à la source des camps de concentration — le régime capitaliste — et de rappeler les atrocités commises par l'armée française, tant en Algérie qu'à Madagascar ou en Indochine, atrocités auxquelles sont associés les staliniens qui participaient alors au gouvernement. De quel droit des citoyens français vont-ils flétrir, en Russie, ce qu'ils tolèrent dans leur propre pays, sans s'y opposer de toutes leurs forces et en toute occasion ? Une commission d'enquête sur la répression dans le monde (ce devrait être son but et son titre) doit commencer par condamner sans équivoque les agissements des classes dominantes françaises, dans la métropole comme aux colonies. Ayant ainsi manifesté devant l'opinion publique de France et du monde, la répulsion que lui inspirent les méthodes du capitalisme français, cette commission d'enquête sera en droit d'exiger (car elle sera de ce fait soutenue par l'opinion publique du monde entier) de Staline qu'il lui ouvre ses camps, de Franco qu'il lui laisse visiter ses prisons et de Truman que les nègres américains ne soient plus du bétail. Mais, si l'on s'adresse au seul Staline, on se range automatiquement dans le camp de son rival et la commission d'enquête en question devient une manœuvre de la guerre froide, jusqu'à ce que ses membres prennent place dans la guerre pure et simple, son aboutissement fatal si l'on n'y prend garde.

C'est Robert Antelme qui a raison d'insister pour qu'on remonte à la source des camps de concentration — le régime capitaliste — et de rappeler les atrocités commises par l'armée française, tant en Algérie qu'à Madagascar ou en Indochine, atrocités auxquelles sont associés les staliniens qui participaient alors au gouvernement. De quel droit des citoyens français vont-ils flétrir, en Russie, ce qu'ils tolèrent dans leur propre pays, sans s'y opposer de toutes leurs forces et en toute occasion ? Une commission d'enquête sur la répression dans le monde (ce devrait être son but et son titre) doit commencer par condamner sans équivoque les agissements des classes dominantes françaises, dans la métropole comme aux colonies. Ayant ainsi manifesté devant l'opinion publique de France et du monde, la répulsion que lui inspirent les méthodes du capitalisme français, cette commission d'enquête sera en droit d'exiger (car elle sera de ce fait soutenue par l'opinion publique du monde entier) de Staline qu'il lui ouvre ses camps, de Franco qu'il lui laisse visiter ses prisons et de Truman que les nègres américains ne soient plus du bétail. Mais, si l'on s'adresse au seul Staline, on se range automatiquement dans le camp de son rival et la commission d'enquête en question devient une manœuvre de la guerre froide, jusqu'à ce que ses membres prennent place dans la guerre pure et simple, son aboutissement fatal si l'on n'y prend garde.

C'est Robert Antelme qui a raison d'insister pour qu'on remonte à la source des camps de concentration — le régime capitaliste — et de rappeler les atrocités commises par l'armée française, tant en Algérie qu'à Madagascar ou en Indochine, atrocités auxquelles sont associés les staliniens qui participaient alors au gouvernement. De quel droit des citoyens français vont-ils flétrir, en Russie, ce qu'ils tolèrent dans leur propre pays, sans s'y opposer de toutes leurs forces et en toute occasion ? Une commission d'enquête sur la répression dans le monde (ce devrait être son but et son titre) doit commencer par condamner sans équivoque les agissements des classes dominantes françaises, dans la métropole comme aux colonies. Ayant ainsi manifesté devant l'opinion publique de France et du monde, la répulsion que lui inspirent les méthodes du capitalisme français, cette commission d'enquête sera en droit d'exiger (car elle sera de ce fait soutenue par l'opinion publique du monde entier) de Staline qu'il lui ouvre ses camps, de Franco qu'il lui laisse visiter ses prisons et de Truman que les nègres américains ne soient plus du bétail. Mais, si l'on s'adresse au seul Staline, on se range automatiquement dans le camp de son rival et la commission d'enquête en question devient une manœuvre de la guerre froide, jusqu'à ce que ses membres prennent place dans la guerre pure et simple, son aboutissement fatal si l'on n'y prend garde.

C'est Robert Antelme qui a raison d'insister pour qu'on remonte à la source des camps de concentration — le régime capitaliste — et de rappeler les atrocités commises par l'armée française, tant en Algérie qu'à Madagascar ou en Indochine, atrocités auxquelles sont associés les staliniens qui participaient alors au gouvernement. De quel droit des citoyens français vont

A propos de la page syndicale du « Libertaire »

## MISE AU POINT nécessaire

**M**ON intervention au cours de la conférence qui devait aboutir à la création du Comité National provisoire d'unification syndicale a eu pour but de fixer la position de notre Fédération Anarchiste devant le problème syndical, et cela en accord avec les décisions du dernier Congrès de notre mouvement.

J'ai donc souligné :

1) Que nous aurions souhaité que le regroupement syndicaliste s'accomplisse au sein de la C.N.T., mais que malheureusement, pour des raisons qu'il ne nous appartenait pas de discuter, la grosse majorité non seulement des syndicalistes révolutionnaires, mais encore des anarchistes, se refusait à le considérer sous cet angle et que répéter inlassablement : « rentrez à la C.N.T. » ne faisait pas avancer le problème d'un pouce; qu'une situation était ainsi créée et qu'il n'était pas possible de ne pas en tenir compte.

2) Que le regroupement était impossible au sein de « Force Ouvrière » parce que d'abord : la « camaraderie des cadres syndicaux de la BASE au SOMMET », leurs intérêts bureaucratiques communs empêchaient tout redressement de cette centrale et que, d'autre part, la rentrée de quelques camarades à « Force Ouvrière » pour mener ce combat serait inutile tant que subsisteraient les raisons qui ont fait déserteur cette centrale par les travailleurs : que cette rentrée serait inefficace, les syndiqués ne suivant pas leurs responsables.

3) Que le syndicalisme dit de « masse » était actuellement une erreur et que dans sa masse la classe ouvrière inéduquée, égoïste et particulariste ne pouvait que pourrir l'élite pensante du prolétariat.

par JOYEUX

4) Que les méthodes actuelles de lutte axées sur les revendications immédiates étaient dépassées et que toutes les centrales qui les préconisaient faisaient figure d'organisations préhistoriques et hors des réalités actuelles. Il n'y a d'autre que les cadres syndicaux pour se faire encore des illusions à ce sujet, une simple enquête parmi les travailleurs démontre péremptoirement ce qu'ils pensent des augmentations de salaire.

Enfin, conformément aux décisions de « Lyon », j'ai fait appel au maintien du lien qui unit par-dessus les « frontières » syndicales les anarchistes d'abord, les syndicalistes révolutionnaires ensuite.

\*

Il apparaît que là est la préoccupation qui doit guider notre organisation. La Fédération Anarchiste compte des adhérents partout, il importe qu'elle essaye de resserrer le contact entre eux. Il importe que ses militants, qu'ils soient à la C.G.T., à F.O., à la C.N.T. ou chez les autonomes, continuent à défendre les principes qui lient entre eux les différents membres de notre commune organisation. Et cela est d'autant plus possible et d'autant plus faisable que notre Fédération qui ne prétend coloniser aucune organisation syndicale, ne PERMETTRA JAMAIS à AUCUNE organisation syndicale, la C.N.T. y compris, de lui dicter sa conduite devant les remous sociaux.

Quelle que soit notre amitié pour nos camarades syndicalistes, nous n'accepterons jamais d'aligner notre action dans le monde du travail sur la leur, si nos congrès ne le décident pas ainsi. Nous N'ACCEPTERONS JAMAIS de leur abandonner en confiance l'action nécessaire dans les usines et sur les chantiers.

La F.A., par sa fermeté et son indépendance à ce sujet, peut montrer à toutes les organisations syndicales les erreurs tactiques qu'elles commettent et proposer à toutes les organisations syndicales l'abandon des LUTTES REVENDICATIVES IMMÉDIATES qui, après chaque « victoire », augmentent les difficultés des travailleurs, au profit de la REVENDICATION GESTIONNAIRE.

Ceci posé, il se comprend tout de suite que cette page syndicale n'est ni la page de la minorité F.O., ni la page du « Comité National provisoire d'unification », ni la page de la C.N.T., mais tout bonnement, tout simplement la page où la Fédération Anarchiste, où les militants anarchistes définissent les problèmes sociaux à travers les accords des CONGRÈS ANARCHISTES.

Certes, cette page peut être ouverte à tous, JE DIS TOUS les minoritaires syndicalistes révolutionnaires à deux conditions :

1) Qu'ils y débattent des idées et que leurs actions dépassent le cadre de la réclame au profit de leurs organisations respectives.

2) Qu'ils s'abstiennent de dicter à la Fédération Anarchiste une conduite que celle-ci pense devoir déterminer elle-même.

Or, il faut bien le dire; nos amis syndicalistes deviennent singulièrement exigeants.

Ce sont nos camarades de la minorité F.O. qui s'appuient sur des résultats incontestables dans le domaine gestionnaire en particulier, nous accusent de ne pas être objectifs et de friser la « maladresse ».

Ce sont nos amis de la C.N.T. qui nous reprochent de ne pas les soutenir assez vigoureusement.

Ce sont les anarchistes militants dans les syndicats autonomes qui auraient la fâcheuse habitude d'annexer la « page syndicale ».

En bien, nous nous en excusons « humblement » auprès des uns et des autres, mais la page syndicale du « Lib » EST, ET RESTERA, comme l'ensemble des autres pages de notre journal, D'ABORD et SURTOUT la page des militants membres de notre Fédération Anarchiste et défendant les résolutions sociales de nos Congrès.

## DANS LES METAUX

### CHEZ MATHIS

Lors de la grève générale du 25 novembre, le débrayage fut total, à deux ou trois exceptions près, selon les estimations des camarades qui eurent le courage de venir faire le piquet de grève devant la porte. Sur le plan strict de l'unité, ce résultat est appréciable.

A l'occasion de cette grève générale, une section syndicale F.O. s'est formée dans l'usine; le membre fondateur de cette section est un M. Ronibus ou Hiéronymus (un nom en us) qui fonctionnaire de son métier et en blouse blanche dans l'un des nombreux bureaux de l'usine. Un ou deux jours avant la grève, avait lieu une réunion de cellulose (pardon! une réunion syndicale...) entre délégués et autres membres suppléants de la C.G.T. Au cours de cette assemblée à huis clos le M. Népierre fit irruption dans la salle des délibérations et tint un langage qui peut se résumer ainsi : « Je vous informe qu'une section syndicale F.O. est formée à ce jour par M. Trolleybus », des cadres ; en conséquence, veillez à lui réservé un peu de place sur votre panneau d'affichage ». Chacun sait que M. Népierre cumule, chez Mathis, les fonctions de chef du personnel avec celles de garde-chiourme. Aussi, avisant au sein de cette réunion très intime quelques camarades qui n'étaient ni délégués, ni suppléants, ni rien d'approchant, les pria-t-il instamment d'avoir à réintégrer au plus vite leur lieu de travail, et leur fit sauter une demi-heure à titre d'avertissement. Cette présentation (je dirais presque : cette imposition) de

manque de scrupule pour de la diplomatie.

Les réactions du comité d'entreprises étaient nulles, il est permis de se demander si celui-ci a conscience du rôle théorique qui est bien auprès du patronat : examen des livres de comptes et des marges bénéficiaires réelles de la Mécama.

Les réactions du comité d'entreprise (ex-Mathis). Le budget est-il vraiment si déplorable que le prétend M. Bousquet? Qui est responsable de l'effroyable gaspillage qui se commet dans l'usine? Qui a littéralement saboté le montage des moteurs Bernard, si ce n'est la maîtrise et la direction, par leur incurie et leur incapacité? La comme ailleurs, la gestion capitaliste ne crée que gâchis et misère.

VAGALAM.

**N'oubliez pas,**  
Cheminots communistes, révoqués lors de la grève de novembre 1947, que M. LEMAIRE, directeur de la S.N.C.F., qui signa votre révocation,  
est Membre du Comité FRANCE - U.R.S.S.

## M. Pineau et le double jeu

La résistance continue. On croyait pourtant bien en avoir terminé. Mais, au fond, on résiste toujours à quel que chose.

Ainsi, le parti socialiste engageait ses adhérents à faire grève, le 25 novembre. M. Pineau, ministre socialiste des Transports, résista au mot d'ordre de son parti. Les transports faisant grève, il mobilisa les autocars. Car M. Pineau, en tant que membre du parti socialiste, est pour la grève. Mais en tant que ministre, il est contre. C'est comme ça qu'on sauve la France, qu'on gagne à tous les coups... et qu'on perd la face.

Que voulez-vous, le double jeu a ses servitudes... et le porte feuille ses sacrifices.

Comme dit Pierre André, député P.R.L. : « Le public s'indigne d'une paroi anarche », M. Pierre André n'a connu rien : le public s'indigne surtout de voir des députés tellement ignorants de la signification des mots qu'ils emploient. Anarchie, M. le

P.R.L., cela ne veut pas dire pagaille, mais ordre.

Et « Le Monde » disait, il y a quinze jours : « L'homme de la rue est anarchiste de tempérament ». Cela se peut. Mais quant à la pagaille, il y a beau temps qu'il s'en fout. Tout comme un vulgaire ministre.

René GUY.

### LIBRE PENSEE

Vendredi 9 décembre, à 20 h. 45, salle des fêtes, près de la Mairie, Vincennes : grande manifestation Francisco Ferrer, Orateurs : Ch.-A. Bontemps, Vintrex, Lucien Le Poyer.

Mercredi 14 décembre, à 20 h. 45, salle des fêtes, marché de Bois-Colombes. Orateurs : Ch.-A. Bontemps, Vintrex, Lucien Le Poyer.

Mercredi 14 décembre, à 20 h. 45, salle des fêtes, marché de Bois-Colombes. Orateurs : Ch.-A. Bontemps, Vintrex, Lucien Le Poyer.

Le ciel est à nous. Commentaires de Jattefaux, Salle chaufferie. — Participation aux frais : 40 francs.

Le Secrétaire général :  
A. PECHU,  
rue de Grancey.

## ROGNAC

### Union locale C.N.T.

La Fédération des Travailleurs du Rail remercie les camarades des organisations C.G.T., C.F.T.C., F.O., non organisés, de la marque de confiance qu'ils ont bien voulu lui donner par l'élection de son délégué au comité de grève de la journée de lutte du 25 novembre.

Assure ces camarades de sa solidarité envers tous mouvements revendicatifs qui pourraient se produire, pour l'amélioration de la vie sociale du travailleur et lutte contre le capitalisme. Félicite les camarades des diverses organisations, pour l'attitude syndicale qu'ils ont bien voulu tenir sans tendances politiques, philosophiques, religieuses, dans cette lutte du 25.

### C. L. E.

Permanence tous les jeudis, de 17 à 20 h. 28, rue Serpente. Débats publics tous les jeudis, à 20 h. 45, au Café des Trois Nages (sous-sol), 34 Bd Saint-Germain, Paris (6<sup>e</sup>). Mardi 30 décembre, Bistro Atlantique, permanence européenne et débatisme, avec la participation assurée de Collinet, Delaunay et Prunier.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers -- La terre aux paysans

## La hiérarchie des salaires fait le jeu du patronat

LES défenseurs des augmentations hiérarchisées sont mal à l'aise. Chaque jour qui passe leur est un recul et une dure épreuve.

A un tour, le « Bulletin des Services centraux S.N.C.F. », (C.G.T.), n° 23, décembre 49, éprouve le besoin de défendre péniblement la position de la « grande centrale ». Signs des temps...

Admirez la dialectique et voyez le cruel embarras de ces messieurs :

« Le patronat et les pouvoirs publics professent l'opinion que la part fixe du salaire (2.948 fr.) hiérarchisé,

serait une insulte aux employés modestes... »

« Il n'y a pratiquement pas d'agents à l'échelle 1, à l'essai... En réalité, l'employeur aurait intérêt à bien payer les cadres dont il a besoin, mais la rémunération des cadres ne représente que 7 p. 100 des dépenses de personnel... Donner 19.000 fr. à l'agent de l'échelle 19 ne coûterait qu'une quinzaine de millions par mois à la S.N.C.F., car il y a moins de 900 agents à l'échelle 19. Mais il faudrait en même temps donner près de 3.000 fr. en plus à l'agent de l'échelle 5 et la dépense serait d'environ 250 millions par mois, car il y a près de 95.000 agents à l'échelle 5, 40.000 agents à l'échelle 6, 30.000 à l'échelle 7, 20.000 à l'échelle 8, 60.000 à l'échelle 4, 50.000 à l'échelle 3, 40.000 à l'échelle 2, alors qu'il n'y en a que 1.300 à l'échelle 1... Le fait d'éraser la hiérarchie profite à l'employeur, puisqu'il paie moins de salaires... La situation est même tragique pour ceux qui se trouvent placés sur les basses échelles... Ceux qui prétendent que 19.000 francs d'augmentation donnés à un inspecteur divisionnaire est une insulte à la misère, n'ont nullement protesté contre le fait que les réserves des sociétés industrielles françaises s'élèvent en 1948 à cinq mille milliards de francs, qui représentent 400.000 francs par salarié ».

Et voici le bout du nez : « Pour en sortir, il faut donc un gouvernement qui donne satisfaction à nos revendications, un gouvernement démocratique ».

C'est simple, mais il fallait y penser.

Ainsi, pour faire avaler la pilule au loupiste, on lui dit d'abord qu'il n'existe pratiquement pas. Après quoi, on avoue difficilement qu'il y en a 1.300.

Avec un petit air bien cégétiste de s'en taper le derrière. Mais comme il faut tout de même ménager ce petit nombre, on verse un pleur en déclarant que sa situation est tragique. On est coincé entre divers désirs et les contradictions pleuvent. On nous fait une démonstration, tirée par les cheveux, sur l'avantage (!) des augmentations hiérarchisées. Et comme le mensonge ne paie plus, on prend des gants pour insinuer que ceux qui combattent la hiérarchie

des salaires sont les alliés du patronat et des pouvoirs publics. Car on n'a pas osé dire de « du présent gouvernement ». Et, au milieu de cet amalgame amphigourique, on sort une idiotie qui n'influence plus que les gars de la cellule : « L'écrasement de la hiérarchie profite à l'employeur ». Ensuite, eut dit Flaubert ! On croit de bon ton de pouvoir ensuivre nous donner une petite leçon de moralité.

Nous disons, nous, car nous sommes butés, que même s'il n'y avait qu'un crève-la-faim, il faudrait d'abord penser à lui, et que ce serait insulter à sa pauvreté que de donner, en premier lieu, à ceux qui ont suffisamment. Mais puisque la C.G.T. prétend que la défense de la hiérarchisation des salaires a pour but de faire payer l'employeur, de lui tirer plus d'argent, notre solution est celle-ci : si, par exemple, l'augmentation hiérarchisée doit coûter à la S.N.C.F. 400 millions par mois, réclamons cette somme, et partageons-la uniformément entre les 466.000 cheminots. Parts égales de gâteau. La C.G.T., dans ces conditions, ne pourraît s'opposer...

Importé par une douloureuse maladie consécutive à une grave opération, il laisse derrière lui une compagnie éprouvée et trois jeunes enfants. Cette mort prématurée — car Chevrollier n'avait que 37 ans — a provoqué une profonde émotion.

Notre camarade, venu au Mouvement Syndical, déploya dans la lutte, depuis 1944, une action débordante contre toutes les forces mauvaises. Animateur de toutes les organisations de base : syndicats, cartels de consommateurs, coopératives de consommation et de production, chaque heure, chaque jour de sa vie fut un exemple d'abnégation.

Sympathique aux idées libertaires, il fut un défenseur acharné de l'indépendance du Syndicalisme. Il se dressa contre les Staliniens et sut défendre, contre eux, la liberté d'expression ; aussi, il ne le méprisa pas.

Depuis quelque temps déjà, notre camarade, fatigué et usé dans la lutte, s'était retiré de la propagande active. Cependant, chaque semaine, il venait se renseigner sur les résultats acquis.

Auguste Chevrollier était un homme probe, tolérant pour les autres sévère pour lui-même. Ses adversaires surent le reconnaître.

Aussi, les camarades Libertaires et Syndicalistes Révolutionnaires de Maine-et-Loire n'oublieront jamais Chevrollier.

Que sa compagne, ses enfants reçoivent ici, dans cette triste circonstance, l'expression de notre fraternelle sympathie.

Nous pensons que les camarades sauront répondre à l'appel de solidarité qui va être fait par l'Union Départementale des Syndicats Force Ouvrière de Maine-et-Loire pour venir en aide à sa veuve et à ses enfants.

### Le Groupe Libertaire Angers-Trélazé.

Le Comité National s'associe à l'émotion qui saisira tout notre mouvement devant la disparition d'un des meilleurs d'entre nous.

VAGALAM.

## REVUE de la PRESSE syndicale

Si la grève du 25 novembre n'a pas « embalé » les travailleurs, elle eut au moins le bonheur de soulever l'enthousiasme des « grandes » centrales syndicales.

Pour Olga Tournade, secrétaire de la C.G.T. — elle aussi — cette grève fut « magnifique ».

Tout d'abord, les travailleurs n'ont jamais considéré le 25 novembre comme un but en soi : ils l'ont organisé avec le calme, avec la tranquille assurance que donne la certitude du succès.

On se demande bien quel succès les travailleurs espéraient puisque, selon la C.G.T., la grève n'était pas un but en soi. Ce que nous n'avons jamais cessé de répéter.

Pour Bothereau, de Force Ouvrière, elle fut un « succès ».

On comprend aisément l'indulgence des réformistes à l'égard de leur rejeton.

Totale ? dit-il dans F.O. du 1-12-49, non, mais générale !

Nous cherchons vainement la différence des termes.

Pour mettre d'accord statisticiens et Bothereau, dis